



L'admission à l'école de police au Cameroun suscite de vives préoccupations. Les chiffres publiés révèlent un état de fait choquant : sur les 526 inspecteurs de police admis, plus de 450 proviennent du même groupe ethnique que le président Paul Biya, soit 85% des admis. Seuls 76 candidats proviennent d'autres régions du Cameroun, soit 15% des places.

Cette situation soulève des questions sur l'équité et la justice dans le processus de sélection. Dans un pays marqué par des tensions ethniques et une guerre de sécession, cette admission biaisée accentue les sentiments d'exclusion et de marginalisation.

Le terme "frères du village" est souvent utilisé pour décrire cette préférence ethnique dans le recrutement. Il est regrettable que dans un pays aussi diversifié que le Cameroun, les opportunités soient principalement réservées à un groupe ethnique spécifique.

Cette tendance ne se limite pas à l'école de police ; elle est observée dans d'autres grandes écoles du pays et se prolonge dans les nominations aux postes gouvernementaux. C'est une réalité scandaleuse qui va à l'encontre de l'idée d'unité nationale et de coexistence pacifique.

Il est temps que tous les Camerounais se lèvent pour dénoncer cette pratique injuste et divisante. La construction d'une nation forte et unie ne peut se faire que si les citoyens de toutes les régions sont traités avec équité et respect. Le Cameroun mérite mieux que cette

politique de division.

---